

## Cameroun/Présidentielle du 7 octobre Biya candidat à un 7e mandat

AFP  
Yaoundé/Cameroun

**Une annonce qui intervient dans un contexte de tension accrue en zone anglophone où a été attaqué le convoi du ministre de la Défense.**

LE président camerounais Paul Biya, 85 ans, au pouvoir depuis 1982, a annoncé hier sa candidature à un 7e mandat au lendemain de l'attaque du convoi de son ministre de la Défense en zone anglophone, déstabilisée par des séparatistes armés.

"Je serai votre candidat à la prochaine élection présidentielle", a écrit le chef de l'Etat sur son compte Twitter, se disant "conscient des défis que nous devons ensemble relever pour un Cameroun encore plus uni, stable et prospère".

Il a affirmé que sa candidature était une réponse à des "appels incessants" de ses "compatriotes du Cameroun et de la diaspora".

Depuis plusieurs mois, ses soutiens le présentaient comme le "candidat naturel" de la majorité et sa candidature ne faisant presque plus aucun doute.

La présidentielle, prévue le 7 octobre, va se tenir dans un contexte de violences quotidiennes dans les régions anglophones du Nord-Ouest et du Sud-Ouest qui risquent de perturber la scrutin.

L'annonce du président Biya a été faite au lendemain de l'attaque du convoi

de son ministre de la Défense, Beti Assomo, par des séparatistes anglophones armés dans le Sud-Ouest. M. Assomo y avait été envoyé par le chef de l'Etat pour évaluer la situation sécuritaire.

"Le convoi du ministre a été attaqué dans la zone de Kumba", localité du Sud-Ouest, a affirmé à l'AFP une source proche des services de sécurité, la radio d'Etat parlant d'assaillants "neutralisés" (tués) et un journaliste blessé lors de l'attaque évoquant de son côté "quatre militaires" blessés.

Selon ce journaliste du quotidien d'Etat Cameroon Tribune, Grégoire Djarmaila, blessé par les éclats de verre du véhicule dans lequel il se trouvait, une première attaque s'est produite alors que le ministre se rendait à un poste avancé de l'armée à "7 km de Kumba".

A mi-chemin, le convoi d'une trentaine de véhicules, dont un blindé dans lequel se trouvait Beti Assomo et six généraux, a été "stoppé par une barricade érigée par des sécessionnistes" anglophones, a raconté le journaliste.

"Au même moment, nos véhicules ont été criblés de balles venant des maisons abandonnées par les populations ayant fui la guerre", a-t-il ajouté. Il a affirmé que les militaires de la délégation ont riposté "de manière appropriée" et ont ainsi permis au convoi de rallier le poste avancé de l'armée.

Une seconde attaque s'est



Photo : BANDOMA

Paul Biya, 85 ans, aux Camerounais : "Je serai votre candidat à la prochaine élection présidentielle."

alors produite au retour de la délégation, selon le journaliste. "A peine sortis du camp, nous avons été attaqués. Cette fois, ils donnaient l'impression d'être plus nombreux et plus déterminés", selon lui, tirant "sur tous les véhicules du convoi".

"40 MINUTES D'ENFER" • "Notre chance a été qu'ils utilisaient des armes de chasse de fabrication artisanale", a-t-il expliqué, assurant avoir vécu "40 minutes d'enfer".

En dépit de ces attaques, Beti Assomo devait se rendre hier dans l'autre région anglophone du Nord-Ouest.

Dans ces deux régions – sur les dix que compte le Cameroun – les combats sont devenus quasi quotidiens entre militaires, policiers et des séparatistes armés.

Ces derniers affirment vouloir rétablir dans un Etat indépendant "la dignité" d'une minorité anglophone qui se sent marginalisée par le pouvoir central, essentiellement francophone. Depuis fin 2017, ces séparatistes, éparpillés en divers groupes, s'en prennent sans relâche aux forces de l'ordre et de sécurité, mais aussi aux symboles de l'administration comme les fonctionnaires, qu'ils enlèvent, et les écoles, qu'ils incendient. Plus de 80 membres des forces de sécurité ont perdu la vie depuis le début du conflit qui a également entraîné le déplacement d'environ 195 000 Camerounais fuyant les violences, dont quelque 34 000 ont trouvé refuge au Nigeria voisin.

Ce conflit armé de plus en

plus violent, dans lequel les forces armées et de sécurité sont accusées par des défenseurs des droits de l'Homme d'exactions graves, devrait largement dominer la campagne électorale.

Avant le président Biya, d'autres candidats à la présidentielle se sont déjà déclarés, parmi lesquels Joshua Osih, du Social democratic Front (SDF), principal parti d'opposition, l'avocat et ancien vice-président de Transparency International Akere Muna, et le président du parti Mouvement pour la renaissance du Cameroun (MRC) Maurice Kamto.

Selon l'opposition, le régime de Paul Biya porte la responsabilité du "chaos" dans les régions anglophones.

## Grande-Bretagne-Etats-Unis/Diplomatie

### Trump revient sur ses critiques contre May et fait rebondir la livre

AFP  
Londres/Grande-Bretagne

LA livre sterling est remontée face à l'euro et face au dollar hier après que Donald Trump, en visite au Royaume-Uni, est revenu sur ses critiques vis-à-vis du plan de la Première ministre britannique à propos du Brexit. Vers 13H30 GMT (14H30 au Gabon), la devise britannique valait 1,3167 dollar contre 1,3103 un peu plus tôt dans la journée et l'euro valait 88,40 pence contre 88,63 quelques heures auparavant. Par rapport à la clôture de jeudi soir, la livre reste néanmoins encore en baisse face au dollar et est stable face à l'euro. Le rebond a eu lieu lors de

la conférence de presse entre la Première ministre britannique Theresa May et le président américain Donald Trump, lorsque ce dernier a notamment assuré ne pas avoir critiqué Mme May dans un entretien au Sun, un tabloïd britannique, paru dans la nuit.

Concernant le plan de sortie de l'Union européenne présenté la veille par le gouvernement britannique, il a souligné que "quoi que vous fassiez, ça me va". Il a semblé ainsi contredire ses propos parus plus tôt dans la presse où il avait assuré que l'actuel plan de Mme May, qui privilégie le maintien d'une relation étroite avec l'Union européenne, "tuera probablement" la possibilité de conclure un accord de libre-échange avec les Etats-Unis.



Photo : AFP

L'entente paraît de nouveau cordiale entre la Première ministre britannique Theresa May et le président américain Donald Trump après que ce dernier est revenu sur ses propos au sujet de son hôtesse.

"Nous sommes tombés d'accord aujourd'hui pour que lorsque le Royaume-Uni quittera l'Union européenne, nous chercherons à établir un accord de libre-échange Royaume-Uni/Etats-Unis ambitieux", a renchéri Mme May.

La possibilité pour le Royaume-Uni de négocier ses propres accords, notamment avec les Etats-Unis, a régulièrement été invoquée par les partisans d'un divorce avec l'Union européenne. Plus tôt dans la journée, les analystes de Com-

merzbank avaient assuré s'attendre à des "turbulences" sur la livre alors qu'elle faisait face à des "vents contraires", du fait des commentaires de M. Trump.

Dans l'interview, le président américain avait également jugé que Boris Johnson, ex-ministre des Affaires étrangères britannique qui a démissionné lundi et partisan d'un Brexit dur, ferait, selon lui, un "grand Premier ministre".

Ses propos ont suscité un certain émoi au Royaume-Uni, où même des députés de l'opposition se sont rangés derrière la Première ministre. La démission de M. Johnson, qui avait suivi celle du ministre britannique du Brexit la veille au soir, avait fait brutalement chuter la livre en début de semaine.

## L'Afrique en bref

• **Erythrée/Diplomatie. Afeworki à Addis Abeba ce samedi**

Le président érythréen Issaias Afeworki se rendra ce samedi en Ethiopie dans le cadre du rapprochement historique entre les deux ex-frères ennemis de la Corne de l'Afrique, a annoncé hier le gouvernement érythréen.

• **RDCongo/Crise. Ituri : l'inquiétude de l'Onu**

L'Onu a exprimé hier son inquiétude face aux témoignages faisant état de "violences barbares" commises dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC), dans la province de l'Ituri.

• **Soudan du Sud/Conflit. L'Onu impose un embargo sur les armes**

Le Conseil de sécurité des Nations unies a imposé hier un embargo sur les armes au Soudan du Sud et des sanctions contre deux responsables militaires, alors que le pays est en guerre civile depuis près de cinq ans.

## A travers le monde

• **France/Jihadistes. Nouveau plan de lutte antiterroriste**

Suivi des détenus sortant de prison et création d'un parquet antiterroriste : les autorités françaises ont présenté hier un nouveau plan de lutte contre le terrorisme, pour mieux combattre une menace jihadiste "mouvante" et désormais largement "endogène".

• **Pakistan/Attentat. 25 morts dans le sud-ouest**



Photo : AFP

Au moins 25 personnes ont été tuées et plus de 30 autres blessées hier dans l'explosion d'une bombe lors d'une réunion électorale au sud-ouest du Pakistan, a indiqué un haut responsable à l'AFP.

• **Syrie/Conflit. 54 morts dont 28 civils dans l'est**

Une cinquantaine de personnes, dont 28 civils et des jihadistes, ont été tuées dans l'est syrien dans un raid aérien visant un réduit du groupe Etat islamique (EI), a annoncé hier l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).